

24 Nov. 14<sup>ème</sup>  
11 Déc  
2017  
Foire Internationale de  
**LOME**  
Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



**CETEF - LOME**

BP: 10056 Lomé - Togo  
Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37  
Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°545 du 25 Septembre 2017  
Prix : 250F CFA

# Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

72<sup>ème</sup> Session des Nations-Unies : **P5**

Antonio Guterres et  
Selom Klassou ont échangé  
sur la crise togolaise



**VIOLENCES LORS DES  
MANIFESTATIONS DE RUE :**

**Le gouvernement  
condamne et rassure  
de sa volonté de  
poursuivre les réformes**

**SOUTIEN À LA POLITIQUE DE PAIX  
ET D'OUVERTURE DE FAURE GNASSINGBE :**

**La jeunesse de  
la majorité  
très engagée**

**RÉUNION ANNUELLE  
ET 10<sup>ÈME</sup> FORUM DE  
DIALOGUE POLITIQUE :**

**D'importantes recommandations  
prises pour une amélioration  
significative de la  
profession d'enseignant**

**Réformes politiques au Togo :**

**La coordination du Système des  
Nations unies, la délégation de l'UE, les  
ambassades d'Allemagne, des Etats  
Unis et de France au Togo appellent  
les acteurs politiques à plus de retenue**



George Aidam



Jean-Pierre Fabre



Yawovi Agboyibo



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson



Atchadam Tikpi

**Marches des 20 et 21 septembre :**

**Après les rues, place  
au référendum**

**P3**



Annuaire TOGO



[www.annuairestogo.tg](http://www.annuairestogo.tg)



# Nous sommes l'outil qu'il vous manque.



**Renforcez votre visibilité**



**Augmentez votre impact**

Powered by  
**CI&CH** Software

## Réformes politiques au Togo :

# La coordination du système des nations unies, la délégation de l'UE, les ambassades d'Allemagne, des Etats Unis et de France au Togo appellent les acteurs politiques à plus de retenue

La situation sociopolitique qui prévaut au Togo préoccupe tous les acteurs politiques, la société civile et les autorités du pays. Après la sortie de la Conférence des Evêques du Togo, la coordination des nations unies et les ambassades accréditées au Togo ont réagi pour proposer des pistes à explorer afin qu'une issue soit trouvée à la crise.

A travers une déclaration conjointe en date du 22 Septembre 2017, ils ont exprimé publiquement leurs convictions en déplo-



Georges Aidam (UNIR)



Jean-Pierre Fabre (ANC/CAP2015)

tème des nations unies, la délégation de l'UE, les ambassades d'Allemagne, des Etats Unis et de

mettront de renforcer la démocratie au Togo et de préparer sereinement les élections locales et législatives en 2018".

Cette situation ne laisse personne indifférent et il faut privilégier la voie du dialogue et de la concertation en mettant l'intérêt du pays au-dessus de tout pour que le processus aboutisse.

Apo



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson (CDPA)



Yawovi Agboyibo (CAR)

rant les violences qui se sont produites dans la ville de Mango et appellent toutes les parties au calme et à la retenue.

La coordination du sys-

France au Togo" encouragent tous les Togolais à s'inscrire dans un dialogue pacifique en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles qui per-

### Marches des 20 et 21 septembre :

## Après les rues, place au référendum

Les 20 et 21 Septembre derniers, le peuple de l'opposition et celui de la majorité ont chacun démontré ce qu'il est capable de faire dans la rue. Contre toute attente, l'opposition a déplacé le débat démocratique surtout, celui des réformes qui doit se jouer exclusivement à l'hémicycle, dans les rues.

Toute raison perdue, elle a pensé qu'avec des comportements hors la loi, elle pourra régler les questions de l'alternance au Togo.

La rue, rien que la rue selon cette opposition est la fibre sur laquelle il faut jouer pour accéder au pouvoir.

Dans cette logique bancal on comprend aisément qu'il s'agit d'un aveu d'incapacité à battre le challenger dans les



Des manifestants du parti au pouvoir (UNIR) dans les rues

urnes considérées partout dans le monde comme étant la balance démocratique.

On se souvient que l'opposition avait pendant longtemps réclamé la limitation des mandats ainsi que le mode de scrutin à deux tours à tout prix. C'est quand même sur-

prenant qu'elle puisse s'organiser à bouder ces deux valeurs qu'elle a tout temps réclamées. Ça s'appelle tout simplement, avoir de la mauvaise foi.

Aujourd'hui, le Togo se trouve à la croisée des chemins

Suite à la page 5



Tikpi Atchadam (PNP)

**Violences lors des manifestations de rue :**

**Le gouvernement condamne et rassure de sa volonté de poursuivre les réformes**

Suite aux manifestations de rue organisées par la coalition de 14 partis de l'opposition qui ont malheureusement occasionné des dégâts matériels et mort d'hommes, MM. Semondji et Daminpi, conseillers à la présidence de la république et Mme Maria Larba Apoudjak, députée à l'assemblée nationale ont fait une sortie ce vendredi dernier pour situer l'opinion sur l'orientation du gouvernement face à la situation sociopolitique actuelle au Togo.

Au nom du gouvernement et dans l'intérêt supérieur de la nation, ils ont tous déploré les violences survenues lors des manifestations de l'opposition qui ont provoqué le décès d'un jeune garçon de 10 ans et plusieurs blessés ainsi que d'importants dégâts matériels.

Face à l'escalade de la violence verbale et physique, le gouvernement togolais par le truchement de ces émissaires a marqué son inquiétude en sortant un communiqué pour lancer un appel pressant à tous les acteurs politiques de prendre leurs responsabilités et de faire preuve de retenue. Ils ont insisté sur le fait qu'avec l'introduction du projet de loi de réformes constitutionnelles et son vote au parlement, le Chef de l'Etat et le parti au pouvoir ont montré suffisamment leur volonté de poursuivre les réformes réclamées par le peuple. C'est donc curieux selon eux de voir certains leaders de



La table d'honneur

l'opposition faire des revirements et des changements ton qui ne respectent nullement pas le cadre légal.

MM. Semondji et Dammipi ont donc émis le vœu de voir les acteurs politiques maintenir le calme, la

sérénité et la cohésion sociale, gage de tout développement.

**Dalikou**

**Soutien à la politique de paix et d'ouverture de Faure GNASSINGBE :**

**La jeunesse de la majorité très engagée**

Après l'adoption du projet de loi par la majorité des deux tiers (2/3) au parlement, les jeunes de la majorité ont, à travers une grande mobilisation, remercié les députés UNIR à aller au bout des réformes politiques. Par la même occasion ils ont lancé un appel à ces députés de la majorité à se mobiliser derrière les idéaux du Président de la République tout en préservant la paix sociale, la non violence et la cohésion sociale.



Noël De Poukn, porte-parole de la Jeunesse de la Majorité Présidentielle (MP)

A travers cette mobilisation des 20 et 21 septembre 2017 sur la paix et la non violence, la jeunesse de la majorité a donc axé l'essentiel de son message sur le référendum qui se profile à l'horizon. Ils ont demandé à la base d'être soudée derrière le Président de la République Faure Esozigna GNASSINGBE qui a été démocratiquement élu à travers les urnes. Un Président qui, depuis son accession à la magistrature suprême, n'a cessé de montrer sa volonté

pour le développement du pays et surtout pour sa politique de paix, d'ouverture et de non violence. Une des

priorités que la jeunesse dans sa majorité compte préserver pour le bien-être de l'ensemble des togolais.

Pour leur travail abattu à l'hémicycle, la jeunesse de la majorité par le biais de Noël De Poukn a félicité l'ensem-

ble des députés de la mouvance présidentielle pour avoir suivi la voie légale qui conduira tous les togolais à un référendum. C'est pourquoi il a invité d'ores et déjà la jeunesse de cette majorité à se tenir toujours prête et mobilisée au moment venu.

**E.A**

**Nouvelle OPINION**

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité  
 Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC  
 Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

**Directeur de Publication:**

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao  
 Cel:91 36 37 55  
 jeantchagnao@yahoo.fr

**Secrétariat de la Rédaction:**

Agbékponou Junior

**Rédacteurs :**

Tchagnao  
 El Hadj Arimiyao  
 Agbékponou Junior  
 Ramzad  
 Maroine Tchagnao  
 Dalikou Lynda A.

**Imprimerie:**

IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

**Tirage :**

2.000 exemplaires

VISITEZ VOTRE SITE WEB

www.republiquetogolaise.com

Application mobile: Togo officiel

ANDROID APP ON Google play Available on the App Store

## 72<sup>ème</sup> Session des Nations-Unies :

# Antonio Guterres et Selom Klassou ont échangé sur la crise togolaise

La crise politique qui secoue le Togo ne cesse d'alimenter le débat au sein de l'opinion. Les avis divergent sur la question de réforme constitutionnelle. Samedi dernier, en marge de l'assemblée générale annuelle de l'ONU à New York, le secrétaire général de cette institution a appelé le gouvernement togolais et tous les acteurs politiques à s'engager dans un dialogue constructif.

Lors d'une rencontre avec le PM Komi Selom Klassou aux USA, le chef de l'ONU Antonio

Guterres a donc encouragé le gouvernement et tous les acteurs politiques à privilégier le dialogue dans le cadre de discussions sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Dans son discours jeudi dernier à la tribune des Nations Unies, le premier ministre Selom Klassou avait souligné que le processus de réforme engagé par le gouvernement répondait aux aspirations du peuple togolais. Le PM Klassou qui représentait le chef de l'Etat Faure Gnassingbé à cette 72<sup>e</sup>



Le PM Klassou et le SG de l'ONU, Antonio Guterres

planification et de programmation du développement du pays. Le PM a aussi souligné l'enjeu du Programme d'Urgence de Développement Communautaire et le projet "School Assur" qui offrira dès la rentrée scolaire prochaine une couverture maladie à deux millions d'élèves. En ce qui concerne l'actualité au plan national marquée par des discordes entre le parti au pouvoir et l'opposition autour de la mise en œuvre des réformes constitutionnelles, le chef de gouvernement a exposé les faits en indiquant que, le vote du 19 septembre dernier qui n'a pas atteint les 4/5 des députés renvoie donc cette question de réformes constitutionnelles directement au peuple à travers l'expression d'un référendum. Il a enfin annoncé que, ce texte qui sera soumis à l'appréciation du peuple reflète l'histoire du Togo. Le peuple va exercer librement et pleinement sa souveraineté en donnant au texte constitutionnel son caractère de norme fondamentale.

Nouvelle Opinion

## Réunion Annuelle et 10<sup>ème</sup> Forum de Dialogue Politique :

### D'importantes recommandations prises pour une amélioration significative de la profession d'enseignant

Au cœur de l'éducation se retrouve aujourd'hui un corps enseignant qui est de plus en plus confronté à de multiples problèmes qui se répercutent sur le développement des pays. Ce sont des problèmes qui sont liés dès fois à la non qualification de certains, à l'éthique, à la rémunération, au respect des notions pédagogiques ainsi qu'à la non considération des professionnels de ce corps.

Pour réfléchir globalement à ces problèmes qui touchent pratiquement tous les pays c'est-à-dire ce qu'est un enseignant ainsi que ces compétences, l'UNESCO en collaboration avec le gouvernement togolais a organisé du 18 au 21 septembre dernier un forum de dialogue politique sur la question. D'éminentes personnalités du paysage éducatif mondial, notamment des experts, praticiens, enseignants, représentants de la société civile, des parents d'élèves, des syndicats d'enseignants et des organisations internationales ont tous honoré de leur présence à ce grand rendez-vous.

A cette grande assise de dialogue politique, le thème retenu est "Enseigner : une profession". C'est un thème qui fait appel aux gouvernants et enseignants eux-mêmes étant donné que les enseignants doivent être, non pas des amateurs, mais plutôt des professionnels avertis, à qui le gouvernement et la société civile doivent accorder tout le respect dont ils méritent.



La table d'honneur

Il faut dire aujourd'hui, le monde entier s'accorde donc à reconnaître l'importance des enseignants dans le développement des systèmes éducatifs et la mise en œuvre des réformes. Etant les plus nombreux en effectif, ils ont la lourde responsabilité à jouer un rôle de premier plan dans le processus d'amélioration de la qualité des apprentissages dans les écoles.

Cet objectif ne peut être atteint avec des enseignants bien formés, bien encadrés et suffisamment motivés. D'où l'importance de ce forum de Lomé. Une rencontre qui a permis de regrouper les experts venus des quatre coins du monde pour voir quelles sont les approches en termes de gestion de la profession, c'est-à-dire comment accroître les qualifications qui soient conformes à la qualité de l'éducation qui est au centre de toutes les préoccupations des gouvernants, des acteurs de l'éducation ainsi que de la société civi-

le.

Hormis le thème général, des discussions et échanges ont tourné autour de différents sous-thèmes à savoir connaissances et compétences, gouvernance, valeurs et responsabilités, gestion de la diversité. Signalons que d'importantes recommandations ont clôturé les travaux de ce forum. En termes de recommandations, les acteurs ont retenu pour le premier sous-thème "connaissance et compétence" que la formation initiale et continue des enseignants soit prise en compte. Pour eux, avant de devenir enseignant il faudrait avoir une formation professionnelle au plan disciplinaire et pédagogique.

En ce qui concerne "la gouvernance de la profession enseignante", il ressort que chaque pays doit se doter d'un cadre de régulation de la profession pour que tout ceux qui viendront à la profession soient accrédités c'est à dire

Suite à la page 6

assemblée générale de l'ONU a expliqué qu'un projet sera soumis à la ratification du peuple lors d'un référendum. Le chef de gouvernement a également axé son intervention sur les initiatives prises par les autorités du pays pour l'aboutissement de la croissance et l'amélioration des conditions de vie des populations. Selom Klassou a évoqué l'adoption du Programme National de Développement. Ce programme qui tient compte des recommandations des ODD s'inscrit dans le cadre de la

## Marches des 20 et 21 septembre :

### Après les rues, place au référendum

Suite de la page 3

avec un référendum en vue qui piétine tout dialogue par la faute de cette opposition qui a choisi de tout régler par la rue.

Au demeurant, on se pose la question légitime de savoir jusqu'à combien de temps les rues vont régler la crise qui secoue le pays.



Des manifestants de l'opposition

C'est tout triste pour des leaders qui pourtant ont la maîtrise et la connaissance de tous les contours juridiques dans une nation démocratique.

Enfin nous irons ou non au référendum demain ou un autre jour.

Tchagnao

**Rentrée scolaire et revendications syndicales :**

**Tous les regards tournés vers le statut particulier avant la reprise des classes**

Dans une semaine exactement, les apprenants reprendront le chemin des classes. Initialement prévue pour le 25 septembre 2017, la rentrée 2017-2018 a été repoussée au 02 octobre pour certainement prendre des dispositions nécessaires en vue d'une rentrée apaisée.

On se souvient que le gouvernement s'est engagé en mars dernier à adopter le statut particulier de l'enseignement avant la rentrée scolaire 2017-2018. Et c'est justement cette promesse ajoutée à d'au-

tres mesures transitoires que les syndicats ont suspendu leurs mouvements de grève qui ont perturbé une bonne partie de l'année scolaire écoulée.

Aujourd'hui, tous les regards sont tournés vers ce statut par-

ticulier dont l'adoption et l'application permettront de faire une rentrée scolaire sans hostilités ni heurts.

Les sources proches des Syndicats de l'éducation et du gouvernement révèlent en



Le PM Sélom Komi Klélassou, chef du Gouvernement

**Politique :**

**Le MJPG invite les hommes de Dieu au respect de leur mission**

Suite à la crise sociopolitique que traverse le pays, le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la Bonne Gouvernance (MJPG) à travers un point de presse, a réagi par rapport à la déclaration de la conférence épiscopale des Evêques du Togo. C'était le 19 septembre dernier à son siège face aux hommes de média.

Au nom de quel peuple parle-t-on ? Quel peuple demande que les réformes soient conformes à la Constitution de 1992? Au nom de quel principe Biblique, la minorité impose-t-elle sa volonté à la majorité ? Autant d'interrogations que pose le MJPG suite à la sortie raté des évêques du Togo.

A la lumière de ces questions, le MJPG pense que la conférence épiscopale n'est plus dans son rôle du moment où ces évêques ont pris parti en faveur des réformes. Pour le MJPG c'est le lieu pour eux en tant que représentants de



Des cadres du mouvement

l'Eglise de Dieu et de l'Autorité morale d'être le dernier rempart contre le désordre social.

Pour le MJPG, l'heure n'est pas de fuir le débat en espérant ne pas avoir à se soumettre au suffrage universel. Selon les membres de MJPG, cette paix sociale sera préservée et que les réformes voulues par le Chef de l'Etat s'opéreront dans le respect des Institutions et des lois de la République.

Aujourd'hui, en dépit de cer-

tains manquements de quelques Pasteurs égarés, l'Eglise demeure pour le MJPG une institution Sainte, Apostolique et Universellement respectée.

C'est pourquoi les membres du MJPG ont une fois encore invité la conférence épiscopale à toujours préserver la paix entre les fils et filles du Togo comme le prescrivent les Saintes écritures.

Elom

effet que l'avant-projet de loi dudit statut particulier fait présentement l'objet d'une étude entre les représentants syndicaux de l'éducation et les autorités. Mais la question que tout le monde se pose présentement est de savoir si une semaine suffira pour achever cette étude des textes auxquels il faut apporter des amendements avant sa validation par toutes les parties et son adoption par l'assemblée nationale.

Notons également que tout ce processus est obligatoire avant la mise en application des textes. Sur cette question, les sources bien informées laissent entendre qu'il n'est pas sûr que les étapes citées ci-dessus puissent être achevées dans une semaine.

Dans ces conditions, comment s'assurer d'une rentrée

sans les mouvements d'humeur des enseignants à qui le statut particulier est promis avant la rentrée ? se demande-t-on.

Sûrement que le gouvernement aurait déjà prévu une solution médiane, une alternative pour satisfaire les enseignants. C'est sans doute pour des raisons bien justifiées que l'autorité a jugé bon de reporter la rentrée scolaire au 02 octobre. Selon les indiscretions, il ne serait pas exclu que le gouvernement anticipe sur certains avantages du statut particulier de l'enseignement comme ceux liés aux primes spécifiques à la fonction enseignante en attendant l'adoption du statut particulier.

Vivement que des solutions idoines soient trouvées pour assurer une rentrée scolaire apaisée.

N.O.

**Réunion Annuelle et 10ème Forum de Dialogue Politique :**

**D'importantes recommandations prises pour une amélioration significative de la profession d'enseignant**

Suite de la page 5

non seulement que ces derniers aient un diplôme mais doivent avoir aussi un bon comportement sur le plan éthique. Pour le troisième sous-thème qui est " la gestion de la diversité ", il a été décidé que les Etats puissent encourager chaque couche sociale à avoir des représentants dans le corps enseignant, respecter l'équilibre genre, veiller à ce que les enseignants bien qualifié soient mis à la disposition des enfants que ce soit en milieu rurale et urbain.

En terme de "valeurs et de responsabilité", tous ont convenu que les enseignants soient respectés et valorisés afin

qu'ils puissent eux aussi améliorer leurs conditions de vie. Comme la tâche est immense, les experts ont invité tous les acteurs à un travail collectif afin qu'ils puissent définir le cadre professionnel, les normes qui doivent régir la profession enseignante.

Il ressort également de respecter la mise en œuvre de ses normes, avoir l'appui des partenaires techniques et financiers qui accompagnent le développement surtout des pays du sud pour que se réalise enfin l'objectif 4 des ODD sur les enseignants qui est " une éducation de qualité inclusive et équitable pour tous ".

Kodjovi

**LES NUMEROS VERT DE L'OTR**

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER

**N° VERT 8280**

**Anticorruption**

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE

**N° VERT 8201**

**Renseignements**

**OTR** OFFRE TOUJOURS DES MEILLEURES

FEDERER POUR BATIR [www.otr.tg](http://www.otr.tg)

## Préservation de la paix et la cohésion sociale:

# L'Union Musulmane du Togo lance un appel aux Imams et aux prédicateurs à jouer leur partition

Depuis la marche du 19 août dernier organisée par le Parti National Panafricain (PNP) pour exiger le retour à la constitution de 1992, la paix sociale est menacée au Togo. Cette manifestation politique a engendré des morts, des blessés graves et la destruction de biens publics.

Malgré l'esprit d'ouverture du Président de la République d'opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles, la situation reste toujours tendue. Préoccupée par cette situation qui trouble la quiétude des populations togolaises, l'Union Musulmane du Togo (UMT) à travers une déclaration s'est prononcée sur la crise

que traverse le pays. Pour l'UMT, le plus important aujourd'hui c'est la préservation de la paix et de la cohésion sociale pour tous les fils et filles du Togo.

Dans cette déclaration, le Président national El Hadj Inoussa Bouraima a, au nom de tous les musulmans du Togo, invité tous les acteurs politiques à une prise de conscience responsable et a lancé un appel à tous les imams et prédicateurs du territoire national à confier le Togo et le peuple togolais à Allah le compatissant dans leurs prières quotidiennes et dans leurs prêches.

Nous vous proposons l'intégralité de cette déclaration.

## Déclaration liminaire

Au nom d'Allah le Tout Miséricordieux, Le très Miséricordieux. Louange à Allah qui a créé l'homme à partir d'un seul être et qui dit : " Ô hommes ! Craignez votre seigneur qui vous a créés d'un seul être, et de là a fait répandre beaucoup d'hommes et de femmes. Craignez Allah au nom duquel vous vous implorez les uns les autres, et craignez de rompre les liens de sang. Certes, Allah vous observe parfaitement. Paix et salut sur le Messager d'Allah Le prophète Mohammed.

Depuis un certain temps notre pays connaît des soubresauts politiques. En tant que musulman et citoyen, il est important de participer à la préservation de la paix et au développement de notre pays. Le prophète (paix et salut d'Allah sur lui) a dit " Vous êtes tous des bergers et vous serez responsables de l'objet de votre garde. " Faisant référence à ce hadith il est important de réagir. Notre réaction va se porter sur des conseils à l'endroit de tous les togolais et particulièrement aux responsables de partis politiques.

1- Le Togo est notre pays à nous tous. Il est l'héritage commun que nos ancêtres nous ont légué. Nous avons le devoir de le bâtir et de le préserver pour les générations qui viendront après nous. Notre devoir en tant que togolais du nord ou du sud est de travailler pour la paix et de conserver cette paix.

2- Pendant longtemps le Togo a été désigné par le vocable de pays de paix, malheureusement depuis le 19 août notre chers pays commence à compter ses blessés et ses morts après les prières de purification des 6, 7 et 9 juillet 2017.

A ce propos l'Union Musulmane du Togo tient à rappeler que la vie humaine est sacrée qu'Allah a donné à chacun d'entre nous par sa miséricorde et personne n'a le droit de la lui ôter. Ainsi, homme politique de tout bord, dans ta lutte de tous les jours pour le



La table d'honneur ; on reconnaît au micro, le président de l'UM, El Hadj Inoussa Bouraima

bien-être du Togo et des togolais mets la protection de la vie humaine au centre de tes préoccupations.

3- A l'endroit de tous les togolais nous en appelons à la patience, car Allah dit à la Sourate :3 verset :200 " ô ! croyants soyez patient aussi patients que vos adversaires et craignez Allah afin que vous réussissiez.

4- A l'endroit de tous les partis politiques nous préconisons et souhaitons un dialogue franc et sincère susceptible d'aboutir à l'apaisement et de sauvegarder les vies humaines car nous savons qu'aucun togolais ne veut du mal à notre pays. C'est la manière de procéder à la réalisation de nos objectifs qui diffère. Il faut noter que certains comportements sont à déplorer à savoir l'appel à la haine ethnique qu'il faut éviter.

Au chapitre IV et dans le verset 59, il est dit : ô ! Les croyants obéissez à Allah obéissez au messager et à ceux qui détiennent le pouvoir parmi vous.

Selon le Prophète Mohammed " tout croyant se doit d'écouter et d'obéir dans ce qu'il aime et dans ce qu'il déteste tant qu'il ne lui a pas été ordonné de désobéir à Dieu. S'il en est ainsi point d'écoute ni d'obéissance.

Le croyant obéit et implore Dieu, demande son secours et son assistance et le supplie de le guider dans la bonne voie et de le garder de la déviance et de l'égaré. " Maître du jour de résurrection, ô ! Toi Dieu, c'est toi nous adorons et c'est toi que nous

implorons secours. Guide-nous sur le droit chemin. "

Ainsi donc le citoyen doit prodiguer des conseils à ses supérieurs avec manière et douceur et se garder de le tromper en les guidant vers ce qui est utile et bien pour la communauté.

En outre le supérieur doit

consulter ses administrés dans les affaires qui touchent leurs intérêts politiques et socio-économiques dans le cadre d'un dialogue porteur.

Ne pas ériger une barrière entre lui et les administrés en refusant de les recevoir.

Nous demandons aux autorités en l'occurrence au Chef de l'Etat de chercher les voies et moyens pour trouver des solutions idoines pour sortir de cette crise qui ne fait que retarder le développement de notre pays le Togo. La communauté musulmane accompagnera le Togo comme à l'accoutumée à résoudre cette crise par ses prières. Nous demandons à tous les Imams, à tous les prédicateurs de ne pas tomber dans l'amalgame et prêcher pour rassembler et non pour diviser.

Aujourd'hui tout le peuple togolais est dans l'attente de l'issue positive du vote à l'Assemblée Nationale qui arrangera ce peuple dans le cadre des réformes constitutionnelles et institutionnelles. L'Union musulmane du Togo exhorte tous les acteurs politiques à une prise de conscience responsable et invite une fois encore tous les imams et prédicateurs et sur toute l'étendue du territoire à confier le Togo et le peuple togolais à Allah le compatissant dans leurs prières quotidiennes et dans leurs prêches et sermon. Gloire à Dieu qu'il exhausse nos prières et qu'il bénisse le Togo.

Fait à Lomé le, 19 septembre 2017

Le président de l'Union Musulmane du Togo  
El hadj Inoussa BOURAIMA

## Sortie des membres de l'association Jeunesse en Action pour la Non violence : Les premiers responsables invite les Togolais au vivre ensemble

Depuis quelques temps au Togo, le retour à la constitution de 1992 réclamé par l'opposition ne cesse de pousser certaines personnes mal intentionnées à la violence, aux campagnes de dénigrement, d'intoxications et de désinformation. Une chose que déplore les membres de l'association Jeunesse en Action pour la Non violence (JAN). Raison pour laquelle ils ont convié la jeunesse à une séance de sensibilisation le mardi 19 septembre 2017 au centre communautaire de Bè.

Le Togo de par le passé a connu des périodes difficiles qui ont rejailli sur son développement économique. Une situation qui risque de toujours ralentir les avancées du pays surtout en ce moment où le Togo a commencé par regagner le concert des grandes nations.

C'est pourquoi les membres



La table d'honneur

de ladite association estiment que le retour à la constitution de 1992 devrait se faire dans la légalité, dans le respect de l'autre et de la dignité humaine. La seule chose que chacun puisse préserver est l'esprit du vivre-ensemble selon les membres.

C'est pourquoi ils ont invité les acteurs politiques, les députés et tous les togolais de

tout bord politique à préserver la paix sociale qui est le soubassement de tout développement socio-économique, politique et démocratique. Faire face à l'autorité de la loi est la seule chose importante à laquelle chaque togolais doit faire face à l'occasion des manifestations de rue.

Agbé

24 Nov.  
11 Déc.  
2017

14<sup>ème</sup>  
Foire  
Internationale de  
**LOME**

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



**CETEF - LOME**

BP: 10056 Lomé - Togo  
Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37  
Site web: [www.cebef.tg](http://www.cebef.tg) / E-mail: [cebefome@cebef.tg](mailto:cebefome@cebef.tg)



[www.annuairestogo.tg](http://www.annuairestogo.tg)



**Nous sommes l'outil  
qu'il vous manque.**



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact